



© F. BLANC

L'éditorial d'Yves Veyrier

Secrétaire général @YVeyrier sur Twitter

FO

C'EST PARTI !

Les congrès et les meetings syndicaux s'enchaînent en cette rentrée. Le secrétaire général, les secrétaires confédéraux sont amenés à y prendre part. C'est l'occasion de passer le message : « *En visite à Marseille auprès des adhérents du département des Bouches-du-Rhône, le secrétaire du syndicat FO a confirmé l'appel à manifester et à faire grève le 5 octobre* », titrait le quotidien local *La Provence* le 13 septembre; « *FO en ordre de marche* », disait la semaine précédente *L'Écho Républicain*, à l'occasion du congrès des syndicats FO du département de l'Eure-et-Loir le 10 septembre; à Troyes, le 17 septembre, le congrès se concluait « *avec un appel vibrant à la mobilisation pour la grève et les manifestations programmées le 5 octobre prochain* », reprenait cette fois *L'Est Éclair*; le journal *Sud-Ouest* annonçait le meeting du 24 septembre à Mont-de-Marsan, dans les Landes, programmé « *dans le cadre de la mobilisation pour la grève nationale du 5 octobre* »... même chose à Cherbourg lors du congrès de l'UD de la Manche, à Niort, dans les Deux-Sèvres, pour un meeting de rentrée, à Yvetot en Seine-Maritime et à Poissy dans les Yvelines, là encore pour les congrès des syndicats au niveau départemental, à Perpignan dans les Pyrénées-Orientales et à Gap dans les Hautes-Alpes. Sans compter les réunions et assemblées générales qui peuvent être organisées à l'initiative des syndicats et fédérations, comme le 21 septembre lors de la réunion nationale des USM (Unions des syndicats de la Métallurgie). Nous avons eu à expliquer, notamment aux journalistes : non, il ne s'agit pas de la journée de manif rituelle de rentrée sociale. Ce n'est pas la pratique de FO. Il s'agit de donner un signal d'avertissement, haut et fort!

Encore une fois parce que nous sommes déterminés contre le retour, sous une forme ou une autre, d'une réforme des retraites dont tout un chacun a compris désormais qu'il s'agit de conduire à retarder l'âge de départ, déjà bien trop lointain, notamment pour les jeunes, les femmes des générations actuelles et à venir. Parce que nous nous opposons résolument à la réforme de l'Assurance chômage. Parce qu'il nous faut nous lever pour le service public! Et aujourd'hui, il y a urgence sur les salaires et les pensions! Parce que le sujet est devenu central, nous nous tournons autant vers le gouvernement que vers

Pour donner un signal haut et fort le 5 octobre

les employeurs. Quand nous avons rencontré le Premier ministre, le 1^{er} septembre, nous l'avons invité à prendre les devants sur une augmentation du Smic parce que l'indice de référence approchait des 2%, déclenchant automatiquement sa revalorisation. Il ne l'a pas fait, il s'en est tenu à l'augmentation réglementaire, qui n'est que le rattrapage de l'inflation que subissent les salariés au Smic. Or, c'est dans les semaines et mois qui viennent, cet hiver, que le coût de l'énergie, l'augmentation des prix de l'alimentation vont taper dans le porte-monnaie. Le chèque énergie pour les plus démunis ne suffira pas. Quant aux employeurs, on le sait, si nous ne montons pas la voix, les négociations de salaires sont plus difficiles dans les branches et les entreprises. Cela vaut aussi quand l'État est l'employeur pour les fonctionnaires.

Augmenter les salaires et les pensions, c'est plus largement une question de justice sociale. C'est autant de moins qui s'évaporeront dans la spéculation financière, les dividendes versés aux actionnaires. C'est aussi essentiel pour assurer le financement de la Sécurité sociale – santé, retraites, Assurance chômage!

Alors c'est parti, et ça va continuer, vers le 5 octobre!

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : www.force-ouvriere.fr